

Au 29 janvier 2010, les événements et faits économiques qui ont marqué l'économie mondiale ainsi que la situation économique et financière de la République Démocratique du Congo se présentent comme suit :

I. CONTEXTE INTERNATIONAL

Le début de l'année 2010 reste marqué par la survenance des calamités naturelles en Amérique latine et dans bon nombre des pays européens. En effet, la République d'Haïti a été secouée par un fort séisme causant plus de 200.000 morts et de dégâts matériels sans précédent. Le continent européen quant à lui a été visité par un mauvais temps hivernal et par des inondations d'eau de pluies dans plusieurs villes d'Europe.

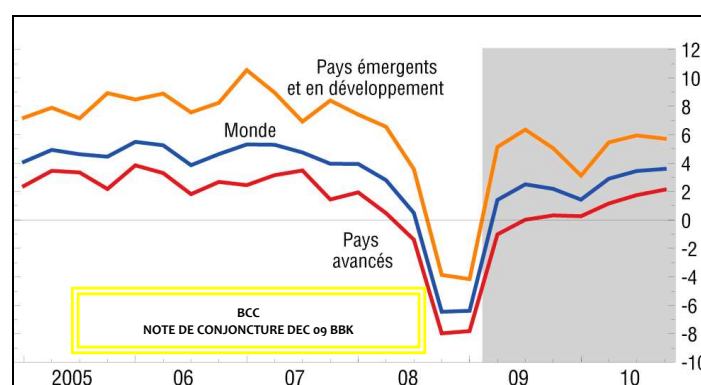
Sur le plan économique, il s'observe actuellement une sortie de la crise avec des taux de croissance du PIB qui commencent à remonter. Toutefois, la croissance pourrait ralentir au cours des prochains mois de l'année, du fait qu'elle ne serait plus stimulée par les plans de relance, et qu'il faudra des années pour que l'emploi retrouve son niveau d'avant la crise.

Selon la Banque Mondiale, le PIB mondial qui a diminué de 2,2 % en 2009, devrait augmenter de 2,7 % en 2010 et de 3,2 % en 2011. Le volume du commerce mondial qui avait baissé de 14,4 % en 2009, devrait augmenter de 4,3 et 6,2 % respectivement cette année et en 2011.

D'après certains analystes de la Banque Mondiale, La crise financière et économique mondiale aurait entraîné une augmentation préoccupante de l'extrême pauvreté à travers le monde avec 64 millions de personnes dépourvues d'aides supplémentaires. Les pays les plus pauvres (ceux qui sont tributaires de dons ou de prêts subventionnés) pourraient avoir besoin de financements supplémentaires situés entre 35 et 50 milliards de dollars rien que pour maintenir leurs programmes d'avant la crise.

Toutefois, les pays en développement devraient connaître une reprise relativement vigoureuse, avec une augmentation de 5,2 % de la croissance du PIB en 2010 et de 5,8 % en 2011, contre 1,2 % en 2009. Les pays riches, dont le PIB a baissé de 3,3 % en 2009, devraient voir leur taux de croissance progresser plus modestement, avec une augmentation prévue de 1,8 et 2,3 % en 2010 et 2011.

Graphique 1 : Croissance du PIB mondial en pourcentage



Source : FMI, Perspectives économiques mondiales, mise à jour du 8 juillet 2009

Tableau 1 : Evolution du taux de croissance économique/région de 1991 à 2010

WORLD OUTPUT GROWTH, 1991-2009 (Annual percentage change) ^a									
	1991-2002 ^b	2003	2004	2005	2006	2007	2008 ^c	2009 ^c	2010 ^c
World	2,8	2,7	4,1	3,4	3,9	3,7	2,0	-2,2	2,7
Developed countries	2,5	1,9	3,0	2,4	2,8	2,5	0,7	-3,4	1,3
Japan	1,0	1,4	2,7	1,9	2,0	2,4	-0,6	-5,4	1,7
USA	3,3	2,5	3,6	2,9	2,8	2,0	1,1	-2,7	1,5
European Union	2,3	1,3	2,5	1,9	3,1	2,9	0,9	-4,2	0,3
Developing countries	4,7	5,4	7,2	6,6	7,2	7,3	5,4	1,7	5,2

Source : UNCTAD Secretariat calculations, based on U N, Department of Economic and Social Affairs (UN/DESA), and FMI, Perspectives de l'économie mondiale, oct. 2009

a Calculations for country aggregates are based on GDP at constat 2000 dollars.

b Average.

c Preliminary estimates for 2008 and forecasts for 2009.

Cours des matières premières

Les cours des matières premières à fin janvier 2010 affichent une évolution en dents de scies ainsi seuls le Zinc, le cobalt, le coltan, le café robusta, le caoutchouc et le bois ont connu des variations positives.

Tableau 2 : Evolution des Cours de quelques Matières Premières ⁽¹⁾

Produits et marchés	Cotations	2008	2009	2010
		Décembre	Décembre	Janvier (♦)
Cuivre (LME)	\$/tm	2.811,00	7.345,00	6.853,00
Zinc (LME)	\$/tm	1.086,90	1.682,20	2.121,50
Cobalt (Londres)	\$/lb	16,50	20,75	23,25
Coltan (Londres)	\$/lb	45,50	36,00	37,00
Or (NY)	\$/ot	869,70	1.095,75	1.081,40
Argent (NY)	Cts/o.t	1.095,50	1.682,20	1.619,50
Pétrole				
-Brent (Londres)	\$/baril	40,33	78,00	71,31
-WTI (NY)	\$/baril	39,93	79,56	72,71
Huile de palme (Kuala Lumpur) ⁽²⁾	Riggints/tm	1.675,00	2.580,00	2.450,00
Café Arabica (NY)	Cts/lb	107,95	135,90	132,05
Café Robusta (Londres)	\$/tm	1.765,00	1.294,00	1.301,00
Caoutchouc (Singapour)	Cts/kg	136,00	288,00	303,00
Cacao (NY)	\$/tm	2.550,00	3.292,00	3.216,00
Cotton (NY)	Cts/lb	48,05	75,91	69,14
Bois (Chicago) ⁽³⁾	\$/bdft	172,50	205,00	248,70

(1) Cours exprimés à fin période

(2) Riggints monnaie de Kwala Lumpur: 25 riggints= 5 euros

(3) Bdft (Board foot) : 1 bdft= 2,35973722 liters

(♦) Cours au 29 janvier 2010

II. CONTEXTE INTERIEUR

Le mois de janvier 2010 a été caractérisé par une relative stabilité du cadre macroéconomique. Les deux premières semaines ont été marquées par des surchauffes observées aux niveaux des prix intérieurs et du taux de change. D'où, l'intervention de la Banque centrale du Congo sur le marché de change par la vente de devises, action ayant permis à partir de la troisième semaine du mois, de détendre les marchés des biens et services ainsi que des changes.

Au plan des finances publiques, le Président de la République a promulgué, en date du 30 janvier, le budget de l'Etat pour l'exercice 2010.

Le taux mensuel d'inflation a été de 3,2 % contre 8,33 % à la période correspondante de 2009. La monnaie nationale ne s'est dépréciée que de 1,9 % à fin janvier contre 10 % une année plus tôt.

III. EVOLUTION DANS LES PRINCIPAUX SECTEURS

III.1. SECTEUR REEL

a. Croissance économique

Indice trimestriel d'activité

Tableau 4 : Evolution de l'indice global et des indices sectoriels d'activité

Indice global d'activité			Indices sectoriels				
	Taux de croissance trimestriel	En cumul	Mines et hydrocarbures	Manufacture	Construction	Energie	Autres
1 ^{er} trim. 08	2,5	2,5	18,3	0,1	10,8	3,2	14,5
2 ^{ème} trim. 08	6,7	9,4	3,2	5,5	8,4	-9,6	-5,4
3 ^{ème} trim. 08	-1,8	7,5	0,7	-6,6	-4,7	2,4	18,1
4 ^{ème} trim. 08	-1,1	6,2	-11,0	-3,0	-1,4	-2,4	0,3
2009*							
1 ^{er} trim.	-2,19	-2,19	-8,61	-2,95	-0,61	-2,12	-1,73
2 ^{ème} trim.	-0,52	-2,69	-1,66	5,05	0,78	-1,27	3,01
3 ^{ème} trim.	2,09	-0,66	7,55	5,81	1,3	0,40	0,55
4 ^{ème} trim.	2,00	1,32	0,51**	5,57	0,21	0,17	0,23

Source : Banque Centrale du Congo / Direction des Statistiques

* le changement de chiffres est imputable aux modifications intervenues dans la structure des branches d'activités

** calculé sur base des données provisoires

L'évolution de l'indice trimestriel d'activité au cours de l'année 2009 révèle une accentuation de la récession économique au premier trimestre due aux effets de la crise financière internationale. Au deuxième trimestre, la hausse de la demande internationale couplée à une amélioration de l'environnement intérieur suite au bon comportement des finances publiques a induit une évolution positive de la conjoncture, et ce, en dépit de la poursuite de la récession.

Au troisième trimestre, la situation de l'indice trimestriel d'activité indique que la République Démocratique du Congo est finalement sortie de la récession observée depuis les six derniers mois de 2008. Cette sortie de récession est le fait de l'amélioration sensible des activités dans les secteurs de mines et hydrocarbures (+7,6 %) ainsi que dans celui de la manufacture (5,8 %). Cette même tendance s'est poursuivie au quatrième trimestre confirmant le redressement de l'indice d'activité à 2,0 %. Ce redressement a concerné la quasi-totalité des branches d'activité économique.

b. Taux d'inflation – Objectif à fin décembre 2010 : 15,00 %

B.1. Evolutions

Le mois de janvier s'est clôturé avec un taux d'inflation de **3,22 %** contre un objectif mensuel de **1,17 %**, tandis que le taux d'inflation sous-jacent s'est situé à **2,88 %** à la même période.

Durant la période sous analyse, l'évolution du rythme de l'inflation peut-être subdivisée en deux phases à savoir :

- 1^{ère} Phase (première et deuxième semaines) : **pressions Inflationnistes**

Le taux d'inflation hebdomadaire est passé de 0,95 % à 1,08 % de la première semaine à la deuxième exprimant ainsi une accélération du rythme de formation des prix.

- 2^{ème} Phase (deux dernières semaines) : **Ralentissement**

A partir de la troisième semaine, il s'est observé un fléchissement dans l'accroissement du niveau général des prix, attesté par la baisse du taux hebdomadaire qui est passé de 0,94 % à 0,21 %.

Tableau.1. Cadrage de l'inflation à fin janvier 2010

Janvier	1 ^{ère} semaine	2 ^{ème} semaine	3 ^{ème} semaine	4 ^{ème} semaine
Taux objectif hebdomadaire	0,27 %	0,26 %	0,24 %	0,23 %
Taux hebdomadaire réalisé	0,95 %	1,08 %	0,94 %	0,21 %
Taux objectif mensuel	-	-	-	1,17%
Taux mensuel réalisé	0,95%	2,04 %	3,00 %	3,22 %

Source : Economie réelle, Direction des Analyses Economiques

B.2. Causes

Les pressions à la hausse du niveau général des prix à la première quinzaine du mois sont tributaires de la diminution de l'offre des biens constatée après la période des fêtes de fin d'année ; situation qui a poussé les opérateurs économiques à acquérir la devise pour le renouvellement de leurs stocks marchandises.

A ce facteur, il sied d'ajouter les besoins de reconstitution par les opérateurs économiques de leur trésorerie en devises au début de l'année, ce qui a engendré une demande excessive de devises sur le marché de change provoquant une dépréciation de la monnaie nationale.

B.3. Prévisions

Sur base du taux mensuel d'inflation globale réalisé à fin janvier, l'année 2010 risque de se terminer avec un taux annuel de **50,92 %**.

Toutefois, le niveau de l'inflation à fin décembre 2010 pourrait être ramené à **14,15 %** si le rythme de formation des prix enregistré à la dernière semaine demeurerait identique pour les 48 semaines restantes de l'année.

Cependant, la nouvelle modification à la hausse des prix des produits pétroliers, intervenue le 31 janvier 2010, d'une part, et l'exécution de certaines dépenses publiques gelées avant la promulgation du budget, d'autre part, risquent d'annihiler la décélération des prix qui a commencé à s'observer sur le marché des biens et services.

III.2. FINANCES PUBLIQUES

A fin janvier 2010, l'exécution des opérations financières de l'Etat renseigne des recettes de 125,3 milliards de CDF contre des dépenses de 98,3 milliards, soit un excédent de 27,1 milliards de CDF.

III.2.1. Ressources budgétaires au mois de janvier 2010

Les réalisations au mois de janvier indiquent une moins value de 40,8 milliards de CDF. En effet, les ressources budgétaires mobilisées ont atteint 147 milliards de CDF contre une prévision de 187,8 milliards.

Tableau 6 : Mobilisation des recettes en janvier 2010
(en milliards de CDF)*

	Prévisions	Réalisations	Ecart
Ressources budgétaires	187,8	147,0	-40,8
Recettes fiscales et non fisc	105,7	116,5	10,8
- Douanes	52,8	51,4	-1,4
- Impôts directs et indirects	40,8	49,8	9,0
Recettes non fiscales	12,1	15,3	3,2
Recettes pétrolières	10,8	23,7	12,9
Autres recettes	00,0	0,2	0,2
Total Dons	71,3	6,6	-64,7

Source : Comité de Plan de trésorerie du secteur public (fourni par le FMI). * Situation provisoire.

a) Recettes fiscales et non fiscales

Au mois de janvier 2010, une plus value de 10,8 milliards de CDF a été enregistré dans la mobilisation des recettes fiscales et non fiscales. En effet, les réalisations au titre de ces recettes ont atteint 116,5 milliards de CDF contre une prévision de 105,7 milliards. Cette plus-value est due à une mobilisation plus que prévue des recettes de la DGI et la DGRAD.

b) Recettes pétrolières

Les recettes pétrolières ont été mobilisées au-delà des prévisions. En effet, elles ont atteint 23,7 milliards de CDF contre une prévision de 10,8 milliards. Cette situation serait justifiée par les fluctuations du cours du baril sur le marché international.

c) Dons

Les réalisations au titre des dons n'ont atteint qu'un montant de 6,6 milliards de CDF, soit 9,3 % seulement de l'enveloppe prévue initialement. La lourdeur des procédures dans le chef des bailleurs et la lenteur au niveau de l'accomplissement des formalités dans celui du bénéficiaire seraient à la base de ce faible niveau de décaissement.

2.1.2. Dépenses budgétaires au mois de décembre 2009

Au cours du mois sous examen, l'exécution des dépenses budgétaires a atteint 127,2 milliards de CDF contre une prévision de 209,6 milliards, soit une moins value de 98,7 milliards. Toutes les dépenses ont été engagées en deça de leurs prévisions.

Tableau 7 : Exécution des dépenses de l'Etat au mois de novembre 2009
(en milliards de CDF)*

	Prévisions	Réalisations	Ecart
Total des dépenses	209,6	110,9	-98,7
<i>Dép. courantes</i>	<i>103,5</i>	<i>92,9</i>	<i>-10,6</i>
<i>Dép. en capital</i>	<i>80,9</i>	<i>2,3</i>	<i>-78,6</i>
<i>Dép. exceptionnelles</i>	<i>25,2</i>	<i>15,7</i>	<i>-9,5</i>

Source : Comité de Plan de trésorerie du secteur public. * Situation provisoire.

2.1.3. Solde général consolidé

Les opérations financières de l'Etat (avec ressources extérieures) se sont soldées par un excédent de 25,1 milliards de CDF au mois de décembre 2009 contre un déficit prévisionnel de 29,4 milliards.

Tableau 8 : Eclatement mensuel des opérations financières de l'Etat en 2009
(avec ressources extérieures)*

	(en milliards de CDF)											
	Janv.	Fevr.	Mars	Avril	mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct	Nov	Déc
Total Revenus et dons	98,8	92,6	160,6	170,7	108,4	196,8	153,1	122,2	122,2	131,7	168,3	152,3
Total dépenses	101,9	87,5	152,8	150,5	122,5	127,5	201,9	159,9	175,3	169,7	174,2	127,2
Solde budg intérieure (base caisse)	6,2	15,7	18,5	34,6	1,5	78,7	-22,7	-28,8	-40,6	-23,2	15,4	38,4
Solde général consolidé	-3,1	5,1	7,8	20,2	-14,1	69,3	-48,8	-37,7	-53,1	-38,0	-5,9	25,1

Source : Comité de Plan de trésorerie du secteur public. * Situation provisoire.

2.2 Situation Financière de la BCC

A fin décembre 2009, il ressort de la situation cumulée des opérations financières de la BCC un déficit de 79,6 milliards de CDF contre 72,9 milliards à fin novembre.

L'aggravation du déficit à fin décembre découle, d'une part, de la non prise en compte des intérêts à percevoir sur le Trésor au titre des avances lui accordées depuis avril 2009 à ce jour, soit un montant de 26,4 milliards de CDF ; et d'autre part, de l'expansion du coût de la politique monétaire, qui s'élève à environ 83,8 milliards de CDF, résultant tant des charges liées au remboursement des Billets de Trésorerie à des taux d'intérêts excessifs que des charges relatives aux signes monétaires.

Il y a lieu de relever que le Gouvernement a interdit à la BCC de prélever les intérêts sur les avances lui accordées à partir du mois d'avril 2009. Les intérêts non comptabilisés en 2009 ont totalisé 26,4 milliards de CDF. En prenant en compte la subvention du Trésor à la BCC prévue dans le plan de trésorerie du secteur public, mais non versée (pour un import de 74,4 milliards de CDF), les opérations financières de la BCC se solderaient par un déficit de 5,2 milliards de CDF.

A fin janvier 2010, l'exécution du Plan de Trésorerie de la BCC renseigne un déficit global de 10,97 milliards de CDF. Il convient de relever que les paiements d'urgence ordonnés par le Trésor mais non couverts par des titres appropriés totalisent environ 160 milliards de CDF et les commissions y afférentes non prélevées par la BCC se chiffrent à 2,4 milliards de CDF.

III.3. SECTEUR EXTERIEUR

3.1. Termes de l'échange

Au dernier trimestre de l'année 2009, les cours des produits alimentaires ont globalement affiché une hausse suite à une météo capricieuse, laquelle a contribué à la diminution des rendements. Cependant, l'appréciation des termes de l'échange, sous réserve de décalage de transmission, ne serait pas entamée en raison de la tendance tout aussi haussière des prix des produits miniers, principalement celui du cuivre. En effet, le prix de la tonne du métal rouge a enregistré une croissance de plus de 16,0 % entre septembre et décembre 2009, en faveur des exportations du pays.

3.2. Balance commerciale

L'analyse de la balance commerciale en 2009, fait ressortir les phases suivantes :

- De janvier à mars, le solde commercial a été fortement affecté par la contraction de la demande internationale à la suite de l'incidence négative de la crise financière. A cet effet, la balance commerciale a été de -491,6 millions de USD à fin mars ;
- D'avril à juin, le déficit commercial a été atténué à la suite de la remontée des cours des principaux produits d'exportation ainsi que de la reprise de l'activité de production dans les secteurs minier et pétrolier. Le solde commercial trimestriel a été de -301,1 millions au cours de cette période ;
- De juillet à septembre, la balance commerciale s'est nettement améliorée en se situant à 43,2 millions de USD. Cette amélioration a été consécutive à la poursuite du bon comportement des cours des produits de base sur le marché international.
- D'octobre à décembre, à la faveur de la poursuite de la hausse des cours des matières premières sur le marché international, l'excédent commercial s'est consolidé au cours de cette période. Il a atteint 951,0 millions de USD.

Tableau 2 : Evolution de la balance commerciale en 2009 (e)
(en millions de USD)

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
Exportations	187,2	224,4	272,3	204,1	298,5	380,1	508,6	474,4	590,8	1162,8	730,1	662,2
Importations	403,1	373,5	398,9	361,1	411,1	411,7	526,4	461,7	542,4	615,2	522,9	466,0
Soldes	-215,9	-149,1	-126,6	-157,0	-112,6	-31,5	-17,9	12,6	48,4	547,6	207,1	196,2
Soldes trimestriels	-491,6			-301,1			43,2			951,0		

Source BCC : Direction des Analyses Economiques

3.3. Taux de change

Le franc congolais s'est échangé à 920,30 CDF le dollar à fin janvier 2010 contre 902,7 CDF à fin décembre 2009, soit une dépréciation de 1,9 %. Cette dépréciation est due principalement au phénomène cyclique lié à la reconstitution des encaisses en devise des opérateurs économiques après la période des fêtes de fin d'année. Toutefois, la vente des devises par la B.C.C. d'un import de 10,0 millions a eu pour effet de supprimer le rythme de dépréciation monétaire.

Tableau 10 : Evolution du taux de change en 2010 au 5 février
(en CDF/USD)

Dates	Taux de change CDF/1 USD		Variation en %		Ecart (1)-(2)
	Indicatif (1)	Parallèle (2)	Par rapport à fin décembre 2009		
	Cours	Cours	indicatif	libre	
30-déc-09	902,66	914,50	-29,2	-28,1	1,3
29-jan-10	920,30	919,50	-1,9	-0,5	-0,1
05 fév. 10	914,54	918,00	-1,3	-0,4	0,4

Source : Banque Centrale du Congo

3.4. Transactions en devises sur le marché des changes

Le volume des transactions a atteint 160,0 millions de USD à fin janvier 2010. Cette évolution dépend de la clientèle des banques dont l'essentiel des dépôts et crédits est affiché en devise.

Tableau 11 : Transactions en devises
(en millions de USD)

Période	2008	2009	2010		
	Cumul	cumul	Janvier	Au 5 Février	Cumul annuel
Achats	926,4	862,8	75,72	13,27	88,99
Ventes	984,0	997,75	84,24	18,74	102,99
Dont BCC	-	125,1	10,00		
Solde	57,6	135,0	8,5	5,0	14
Total	1910,4	1860,6	160	32	192

Source : Banque Centrale du Congo

3.5. Budget en devises

A fin janvier 2010, le budget en devises s'est soldé par un déficit cumulé de 13,8 millions de USD. En effet, les recettes ont atteint 55,7 millions et les dépenses 69,5 millions. La moins value en recettes de 103,9 millions est expliquée par la faible mobilisation des recettes.

Tableau 12 : Exécution du budget en devises à fin janvier 2010

Note de conjoncture janvier 2010

(en USD)

	Prévisions	Réalisations	Différence
I. RECETTES	159.557.871	55.675.196	-103.882.675
A. Recettes d'exploitation	1.433.702	1.029.804	-403.898
B. Opérations de change	158.124.169	54.645.392	-103.478.777
1. Rachats recettes fiscales et non fisc.	158.124.169	48.290.159	-109.834.011
- recettes pétrolières	26.124.169	36.038.812	9.914.643
- recettes minières	7.000.000	9.079.601	2.079.601
- Pas de porte	125.000.000	-	-125.000.000
2. Rachats Financements extérieurs	-	6.355.234	6.355.234
II. DEPENSES	73.317.268	69.549.959	-3.767.309
A. Dépenses du Trésor	49.538.934	47.707.411	-1.831.523
1. Service de la dette extérieure	16.859.083	7.662.900	-9.196.183
2. Paiements diverses créances	16.779.851	12.101.919	-4.677.932
3. Fonctionnement	15.900.000	27.942.592	12.042.592
- Fournisseurs étrangers	4.000.000	10.572.815	6.572.815
- Institutions	4.000.000	9.351.570	5.351.570
B. Dépenses de la BCC	23.778.334	21.842.548	-1.935.786
1. Remboursement créances	9.019.000	8.813.658	-205.342
2. Frais financiers	541.000	652.021	-111.021
3. Fonctionnement	4.068.334	2.076.478	-1.991.856
4. Investissements	150.000	300.392	150.392
5. Ventes interbancaires	10.000.000	10.000.000	0
III. BALANCE	86.240.604	-13.874.763	-100.115.366

Source : Banque Centrale du Congo

3.6. Réserves de change

Au 29 janvier 2010, les réserves internationales ont atteint 965,89 millions de USD. Ces réserves représentent une couverture d'importation des biens et services d'environ 5,9 semaines et se répartissent de la manière suivante :

- les réserves affectées se chiffrent à 643,49 millions de USD;
- les réserves indisponibles sont fixées à 47,90 millions de USD ;
- les réserves disponibles sont de 274,50 millions de USD.

Tableau 13 : Evolution des Réserves internationales
(en millions de USD)

Période	En mios de USD	En mois d'import.	En semaines d'import.	Affectées	Indispo	Dispo
30 déc.2009	1.000,82	1,81	7,84	700,11	76,73	223,99
29janv. 2010	1.000,28	1,41	6,11	652,92	47,94	299,42
05 fév. 2010	965,89	1,36	5,90	643,49	47,90	274,50

Source : Banque Centrale du Congo

3.7 Politique de change

En date du 28 janvier 2010, la Banque Centrale est intervenue sur le marché des changes par la vente des devises pour un montant de 10,0 millions de USD au taux de 920 FC le dollar américain. Cette cession de devise par l'autorité monétaire a permis de ponctionner 9,2 milliards de francs congolais.

4. SECTEUR MONETAIRE

Le rythme de l'évolution de la liquidité globale a été marqué par une baisse dans l'économie congolaise. En effet, à fin janvier 2010, les niveaux de la base et la masse monétaires ont diminué respectivement de 5,62 % et 0,76 %.

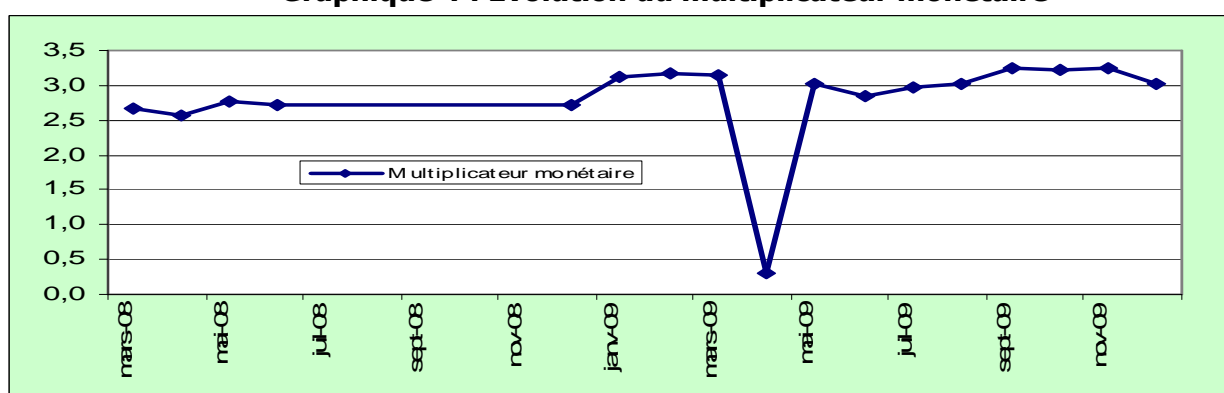
Tableau 14 : Comportement des agrégats monétaires

Variation en % par rapport à fin déc.09	Janv. 2010
Base monétaire	-5,62
Masse monétaire	-0,76

Source : Banque Centrale du Congo

Cette évolution s'est également reflétée dans le comportement du multiplicateur monétaire tel qu'illustré dans la graphique suivant.

Graphique 4 : Evolution du multiplicateur monétaire



Source : Banque Centrale du Congo

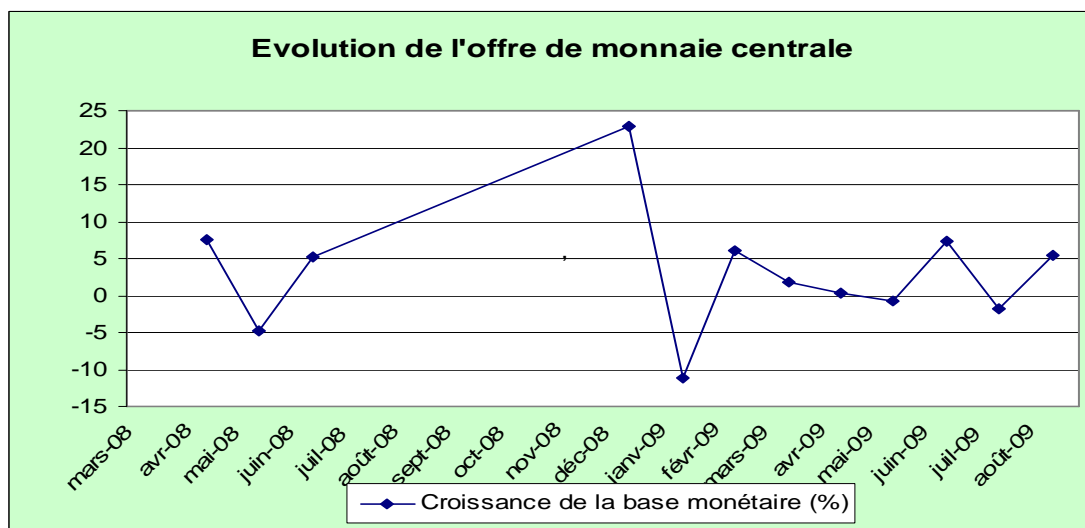
4.1. Offre de monnaie

a. Evolution de la base monétaire

De fin décembre 2009 à fin janvier 2010, l'évolution de la base monétaire est marquée par une légère baisse de 5,62 %.

Graphique 5 : Evolution de l'offre de monnaie centrale

Note de conjoncture janvier 2010



Source : Banque Centrale du Congo

Tableau 15 : Facteurs autonomes de la liquidité
(en milliards de CDF, variations par rapport à fin décembre 2008)

En milliards de CDF	31-déc-09	29-janv-10
Facteurs autonomes	19,7	-35,0
Avoirs extérieurs nets	-97,9	21,8
Avoirs intérieurs hors BTR	117,6	-56,9
CNE corrigé	-60,5	-47,4
Autres créances	3,0	-
APN hors BTR	175,1	-9,5
Politique monétaire	39,0	3,6
BTR	9,7	-2,4
Réserve obligatoire	29,2	6,02
Refinancement		
Base monétaire	96,1	-27,0

Source : Banque Centrale du Congo

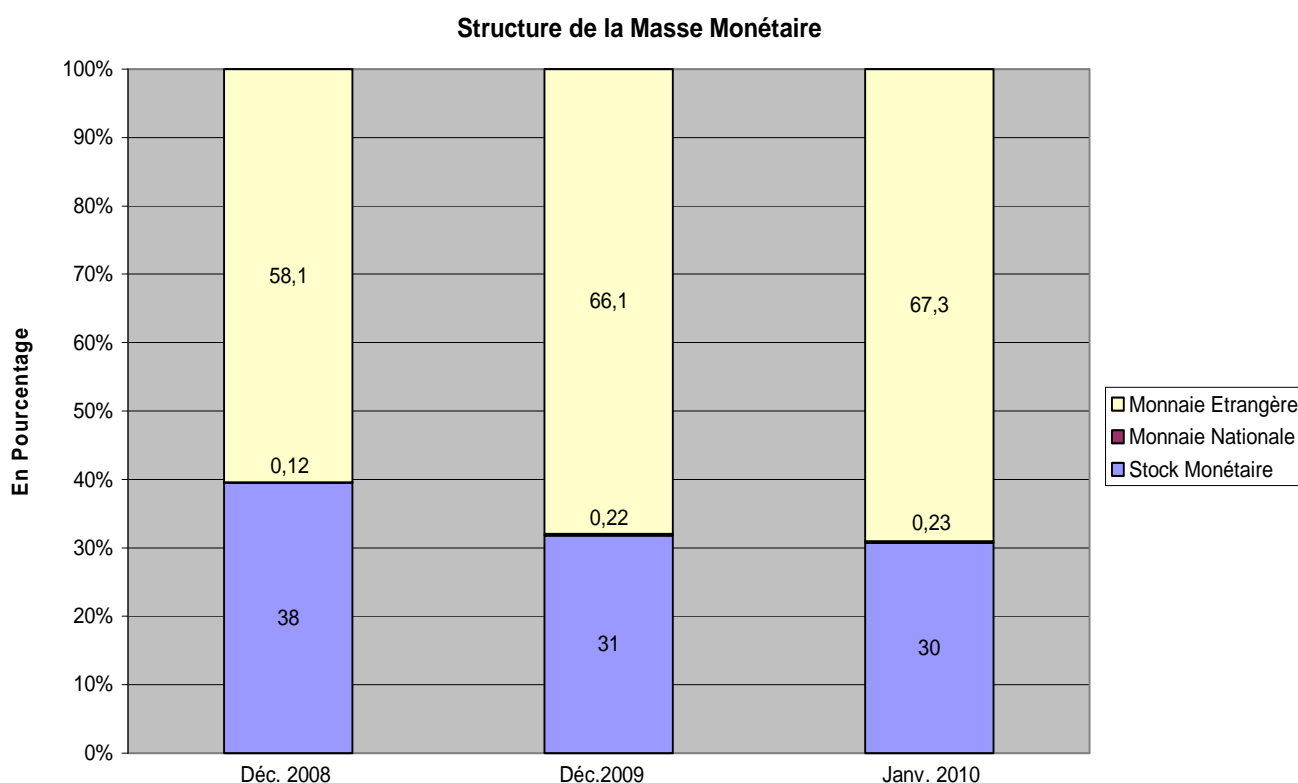
b. Evolution de la masse monétaire (M2)

A fin janvier 2010, la masse monétaire a accusé un léger repli de 0,76 % par rapport à fin décembre 2009 en raison de la baisse des avoirs extérieurs nets notamment le crédit net à l'Etat et les autres postes nets.

Tableau 16 : Situation monétaire intégrée
(en milliards de CDF)

	déc-08	31-déc-09	29-janv 10
AEN	-211	3.185	3.875
AIN	1.252,4	1.541,6	1.511,3
CNE	248,9	183,5	168,6
Crédit au secteur privé	466,0	657,7	658,1
APN	528,1	671,4	655,7
M2 avec provisions	1041,4	1.544,7	1.515,2
Stock monétaire (M1)	392,5	479,3	449,6
Billets en circulation	304,6	381,5	346,5
Dépôts à terme MN	1,31	3,5	3,5
Dépôts en devises	604,7	1.020,3	1.020,4

Source : Banque Centrale du Congo

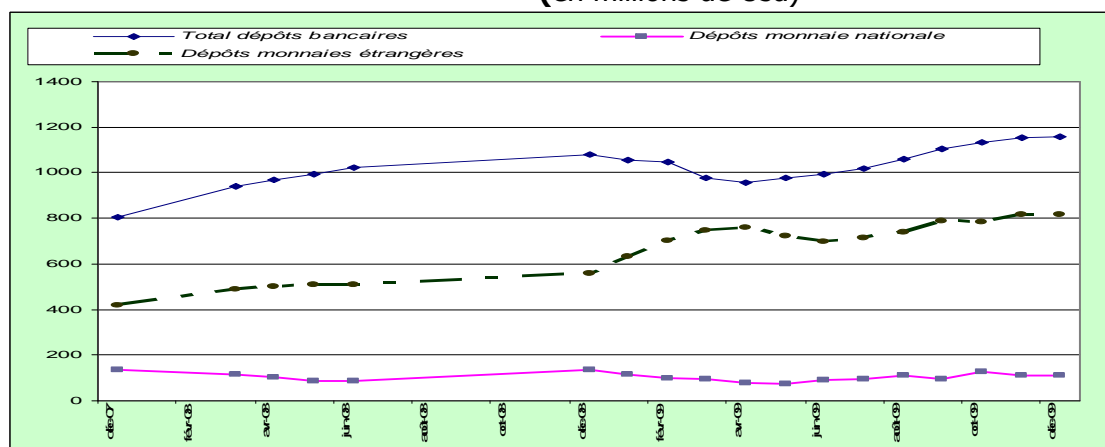


Cependant, en dépit de la baisse du niveau de la masse monétaire, le taux de dollarisation de l'économie congolaise a légèrement augmenté se situant à 68 % au mois de janvier 2010 contre 66 % au mois de décembre 2009. Aussi, ce taux reste toujours élevé par rapport aux niveaux de décembre 2007 et 2008 (respectivement 51 % et 58 %). Cette situation se justifie par l'accroissement des dépôts en devises.

4.2 Dépôts de la clientèle et crédits bancaires

L'augmentation progressive des dépôts et des crédits bancaires de la clientèle traduit sur les faits, la sortie lente de la RDC de sa période de récession qui a caractérisé le dernier semestre 2008 et le premier semestre 2009.

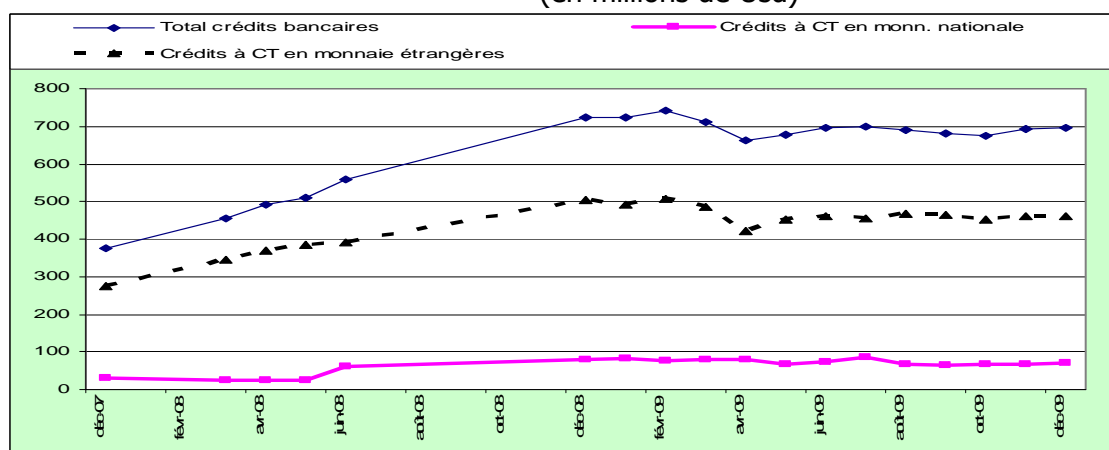
(en millions de Usd)



Source : Banque Centrale du Congo

En effet, les dépôts de la clientèle ont augmenté de 2,24 % par rapport à fin décembre 2009, même évolution des crédits bancaires qui ont varié de 2,29 % sous la même période.

Graphique 7 : Comportement des crédits bancaires
(en millions de Usd)



Source : Banque Centrale du Congo

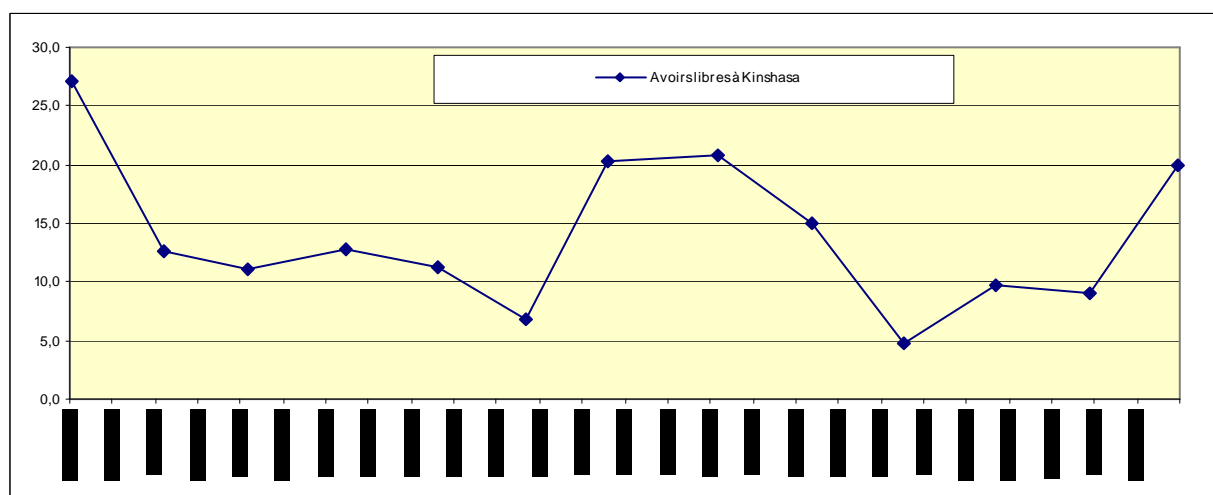
4.3 Situation de la liquidité bancaire

• Avoirs libres

A fin janvier 2010, les avoirs libres des banques se sont établis à 13,7 milliards de CDF contre 21,2 milliards un mois auparavant. Cette baisse des avoirs libres est due à la contraction de la liquidité induite par les excédents budgétaires du mois de janvier 2010.

Graphique 8 : Comportement de la liquidité bancaire

(en milliards de CDF)



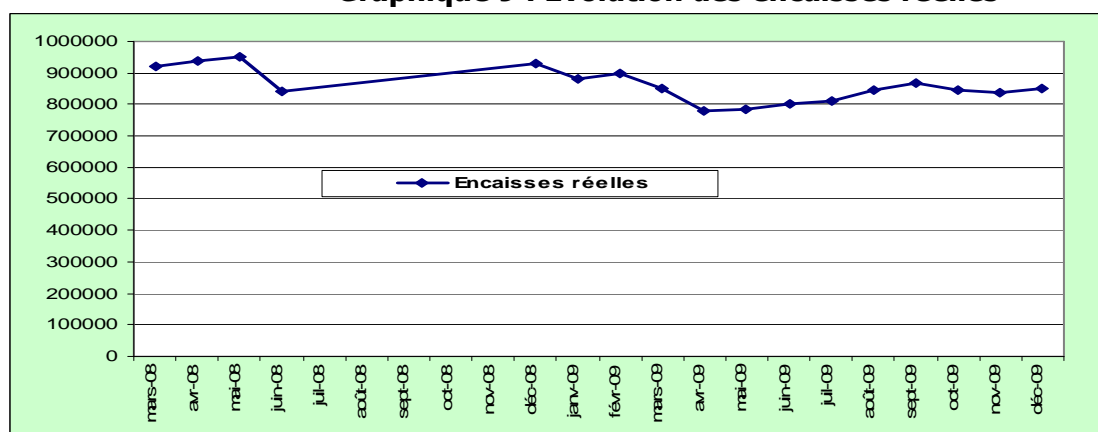
Source : Banque Centrale du Congo

4.4. Demande de monnaie

Il a été observé une relative reprise de la demande de monnaie au deuxième trimestre 2009 à la suite de la décélération de l'inflation. Cependant, la baisse des revenus réels attribuable à la poursuite de la récession au premier semestre de 2009 et l'accélération de la hausse des prix à la consommation entre juillet et mi-novembre ont induit une baisse de la demande de monnaie au cours de cette période. Au mois de décembre, la demande de monnaie a légèrement augmenté à la suite de la nouvelle décélération du taux d'inflation. Cette tendance devrait se poursuivre au mois de janvier 2010 en raison globalement de la décélération de l'inflation à la deuxième moitié de ce mois.

L'évolution de la demande de monnaie est reflétée par le comportement des encaisses réelles tel qu'illustré dans le graphique ci-dessous :

Graphique 9 : Evolution des encaisses réelles



Source : Banque Centrale du Congo

IV. POLITIQUES MISES EN ŒUVRE

1. RAPPEL DES EVOLUTIONS OBSERVEES

a) Taux d'inflation et taux de change

A fin janvier 2010, le taux d'inflation s'est situé à 3,22 % avec une cible annuelle de 15 %. Etabli à 902,66 CDF/USD à l'indicatif à fin décembre 2009, le cours de change a été de à 920,30 CDF/USD à fin janvier 2010, soit une dépréciation de 1,92 %.

b) Coût de la vie et pouvoir d'achat

Les évolutions ci-dessus risquent d'affecter le pouvoir d'achat de la monnaie locale et par voie de conséquence un alourdissement du coût de la vie au cours de l'année 2010 pour les ménages qui ont vu leur revenu s'effriter au fil des années.

2. PROPOSITIONS DE POLITIQUES POUR LE RESTE DE L'ANNEE 2010

Pour que la RDC atteigne finalement le point d'achèvement de l'Initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés, la politique macroéconomique à mener doit être conséquente et demeurer crédible.

A cet effet, s'agissant de la politique monétaire et de change, les principaux axes devraient toujours être les suivants :

- maintien de la positivité du taux d'intérêt ;
- détermination des fourchettes d'appel d'offre crédible dans le cadre des ventes des Billets de Trésorerie ;
- surveillance de l'encours de refinancement, lequel devrait rester nul pour éviter les injections monétaires.

S'agissant de la Politique budgétaire, les principes suivants devraient continuer à aider à une bonne gestion des finances publiques pour le reste de l'année :

- exécution du Plan de Trésorerie du secteur public sur base caisse ;
- suivi du Plan de Trésorerie cohérent avec le plan d'engagement ;
- lissage permanent du solde de trésorerie de l'Etat ; éviter la consommation sur une courte période des excédents de trésorerie engrangés sur une longue période.

V. PERSPECTIVES

Le nouvel accord FRPC triennal a pour cibles les priorités suivantes : (i) assurer une croissance vigoureuse de l'économie, (ii) faire revenir l'inflation en dessous de 10 % à l'horizon 2012, (iii) renforcer la gestion des finances publiques, ramener la dette à un niveau viable et accélérer les réformes structurelles.

Pour rappel, la stratégie 2006-2008 pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance, laquelle stratégie a été prolongée jusqu'en 2010 et approuvée par les services du FMI, reposait sur cinq piliers : i) la promotion de la paix et de la bonne gouvernance ; ii) la consolidation de la stabilité macroéconomique et la promotion de la croissance de l'économie ; iii) l'amélioration de l'accès aux services sociaux; iv) la lutte contre le VIH/sida; et v) la promotion d'une communauté dynamique.

Le programme 2010-2012 de la RDC poursuit les objectifs suivants : i) une croissance moyenne du PIB réel de 5,5 % ; ii) un taux d'inflation en fin de période de 9 % d'ici 2012 ; iii) des réserves brutes équivalentes à 10 semaines d'importations, aide non comprise, d'ici 2012 ; et iv) la limitation du déficit extérieur courant (dons compris) à 25 % du PIB en moyenne.

Ce programme comporte des réformes structurelles axées sur les objectifs suivants :

- une meilleure mobilisation des recettes intérieures par l'élargissement de la base d'imposition et l'amélioration de sa gestion ;
- le renforcement de la gestion des finances publiques par l'amélioration de la préparation, de l'exécution et de la responsabilité budgétaire ;
- la réforme (déjà amorcée) de la Banque Centrale, en vue de rétablir l'indépendance de l'Institut d'Emission et de renforcer son pouvoir de surveillance au moyen d'une assistance technique du Département des marchés monétaires et de capitaux du FMI ;
- le développement du secteur privé, notamment par la réforme des entreprises publiques, la rationalisation de la réglementation, la protection de l'investissement étranger et l'amélioration de la transparence dans la gestion des ressources naturelles.

Dans ce cadre, afin de se rapprocher de la viabilité des finances publiques, une politique budgétaire prudente et crédible est essentielle pour remédier à la prépondérance de celle-ci par rapport à la politique monétaire. Cette dernière continuera d'être axée sur la réduction de l'inflation. La Banque Centrale devra accroître l'efficacité de sa politique monétaire en améliorant ses capacités de prévision de liquidité et en renforçant la coordination avec le Trésor.

Par ailleurs, la restructuration et la recapitalisation de la Banque en rehausseront la crédibilité et l'indépendance dans un contexte de renforcement de la surveillance des banques commerciales. En outre, l'Institut d'émission limitera son intervention sur le marché des changes au lissage de la volatilité à court terme et à la réalisation de son objectif en matière de réserves officielles brutes, le régime de change souple étant efficace.

Enfin, la croissance économique ne sera forte que si les réformes structurelles indispensables sont mises en œuvre dans un esprit d'amélioration de la gouvernance et de rationalisation de l'environnement réglementaire pour les entreprises.

VI. POINT SUR L'EXECUTION DU PROGRAMME ECONOMIQUE DU

GOVERNEMENT (PEG II)

- Indicateurs quantitatifs

Critères de réalisation au 31 décembre 2009

	Flux cumulé (en millions de CDF, sauf indication contraire)			
	Programmation Adj.	Réalisations	Ecart	Observation
Plancher sur les AEN (en mios de USD)	-71	-28	43	Respecté
Plafond sur les AIN de la BCC	118.685	106.806	-11.880	Respecté
Plafond sur le crédit net bancaire au Gouvernement	-38.494	-64.388	-25.893	Respecté
Plafond sur le crédit de la BCC aux entreprises publiques non financières	-	-	-	Respecté
Plafond sur les nouveaux emprunts extérieurs non concessionnels contractés ou garantis par le Gouvernement, y compris par les EAD ou la BCC à l'échéance supérieure à un an	-	-	-	Respecté
Plafond sur les nouveaux emprunts extérieurs non concessionnels contractés ou garantis par le Gouvernement, y compris par les EAD ou la BCC à l'échéance inférieure à un an	-	-	-	Respecté
La BCC ne financera pas de dépenses budgétaires non ordonnancées préalablement par le Ministère des Finances	-	-	-	Respecté